

2° een nieuw derde lid, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« behoudens in geval van overmacht worden de in het tweede lid bedoelde inlichtingen verstrekt en worden de in het eerste en tweede lid bedoelde akkoorden minstens tien werkdagen vóór de activiteit gevraagd. »

**Art. 3.** In artikel 14, eerste lid, van het Besluit, worden de woorden « is bevoegd voor » vervangen door de woorden « is belast met ».

**Art. 4.** Het Besluit wordt aangevuld met een artikel 21 luidend als volgt :

« De delegaties van bevoegdheden, gegeven door of krachtens onderhavig besluit worden uitgeoefend onverminderd de controle van de Minister van internationale betrekkingen en onverminderd de uitoefening van deze gedelegeerde bevoegdheden door de Minister van internationale betrekkingen. »

**Art. 5.** De Minister van internationale betrekkingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, op 29 oktober 1999.

Voor de Franse Gemeenschapsregering,  
De Minister-President,  
Minister van Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN  
De Minister van Openbaar Ambt,  
Y. YLIEFF

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2000 — 47

[C - 99/31499]

#### 28 OCTOBRE 1999. — Arrêté 99/1464 du Collège de la Commission communautaire française portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 136, 138, 166 et 176 de la Constitution coordonnées par la loi du 17 février 1994;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret (II) de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret (III) de la Commission communautaire française du 21 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Collège

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 février 1973, notamment l'article 3 tel qu'il a été modifié par les lois du 9 août 1980 et du 16 juin 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer l'entrée en vigueur à bref délai des règles de fonctionnement du Collège,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses Membres, le Collège de la Commission communautaire française délibère collégalement selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Commission communautaire française.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le Collège de la Commission communautaire française délibère de tout projet de décret, de règlement ou d'arrêté.

§ 2. Il délibère en outre dans les cas prévus aux §§ 2 et 3 de l'article 83 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat.

§ 3. Il délibère également de toute proposition ayant fait l'objet d'un avis défavorable de l'inspection des finances et n'ayant pas obtenu l'accord du Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé du Budget.

§ 4. Un Membre du Collège de la Commission communautaire française peut évoquer une affaire relevant d'une compétence de la Commission communautaire française.

§ 5. Un règlement d'ordre intérieur délibéré en Collège, détermine les instructions pratiques relatives aux modalités de transmission des documents au secrétariat du Collège de la Commission communautaire française.

**Art. 3.** Le Collège de la Commission communautaire française adopte le projet de décret et le projet de règlement contenant le budget de la Commission communautaire française et règle l'affectation des crédits destinés à couvrir les dépenses de la Commission communautaire française.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, le Collège de la Commission communautaire française accorde délégation de compétences à ses Membres en ce qui concerne l'exécution des dispositions légales ou réglementaires réglant des matières relevant de leurs compétences.

§ 2. Le Collège de la Commission communautaire française accorde délégation de compétence à chacun de ses Membres dans le cadre de ses attributions et dans les matières suivantes :

a) La tutelle sur les organismes qui émanent de la Commission communautaire française, à l'exception des actes suivants : l'approbation du budget et des comptes, les emprunts, l'acquisition ou l'aliénation des biens immobiliers lorsque leur prix dépasse 5 000 000 de francs, le cadre et le statut du personnel,

les éventuels contrats de gestion avec les organismes concernés ainsi que leurs programmes pluriannuels et annuels d'investissements.

b) En ce qui concerne les marchés de travaux, de fournitures et de services : le choix du mode de passation et la passation des marchés dont l'estimation ou le montant hors TVA est inférieur à 10 000 000 de francs en cas d'adjudication publique et d'appel d'offre général, 5 000 000 de francs en cas d'adjudication restreinte et d'appel d'offre restreint, 2.500 000 de francs en cas de procédure négociée; l'exécution des marchés conclus dans les limites fixées ci-dessus.

c) L'octroi de subventions, à l'exception des subventions inscrites nominativement au budget lorsqu'elles dépassent 5 000 000 de francs et des subventions facultatives de plus de 250 000 francs

§ 3. Le Collège de la Commission communautaire française accorde délégation à celui de ses membres qui a l'Enseignement dans ses attributions, pour les actes à portée individuelle concernant les membres des personnels des sites extérieurs d'enseignement de la Commission communautaire française et ce dans le respect des dispositions contenues dans l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 fixant le cadre organique des services du Collège de la Commission communautaire française — articles 1<sup>er</sup> à 7 — et dans le cadre des disponibilités budgétaires de la division 29 — activité 3.

§ 4. Le Collège de la Commission communautaire française accorde délégation à celui de ses membres qui a les Personnes handicapées dans ses attributions, pour les actes à portée individuelle concernant les membres du personnel du centre de réadaptation fonctionnelle dont la Commission communautaire française est le pouvoir organisateur, dans le cadre des disponibilités budgétaires de l'activité 2 du programme 3 — division 22.

§ 5. Le Collège de la Commission communautaire française accorde délégation à celui de ses Membres qui a l'Action sociale dans ses attributions, pour statuer sur les demandes d'accord de principe, d'autorisation de fonctionnement provisoire, d'agrément et de reprise ainsi que sur les fermetures provisoires pour des raisons d'extrême urgence de santé publique et de sécurité en vertu du règlement de la Commission communautaire française du 17 décembre 1993 fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture des établissements visés à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées et déterminant les modalités d'octroi de l'accord de principe visé à l'article 2bis du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées.

§ 6. Le Collège de la Commission communautaire française accorde délégation à celui de ses Membres qui a le Transport scolaire dans ses attributions, pour le choix du mode de passation, la passation et l'exécution des marchés relatifs aux circuits de transport scolaire.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** A l'exception des procédures devant la Cour d'Arbitrage, toutes les actions dans lesquelles la Commission communautaire française intervient en demandant ou en défendant relativement aux matières qui sont de la compétence exclusive d'un Membre du Collège de la Commission communautaire française, sont exercées à la diligence ou à l'intervention de ce Membre.

Il est délégué à ce Membre le pouvoir d'approuver toutes les dépenses résultant de ces actions, en ce compris celles découlant d'acquiescements, de désistements ou de transactions y relatifs

§ 2. Dans les matières qui relèvent de plusieurs Membres du Collège de la Commission communautaire française, les compétences définies au § 1<sup>er</sup> sont exercées à la diligence ou à l'intervention de l'un d'entre eux après concertation. A défaut d'accord, ces compétences sont exercées à la diligence ou à l'intervention du Membre du Collège de la Commission communautaire française désigné par celui-ci.

§ 3. Le Collège de la Commission communautaire française accorde délégation au Président du Collège pour les actions en justice qui relèvent des attributions de l'Assemblée de la Commission communautaire française.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Le Collège de la Commission communautaire française décide de toute proposition de création, de décentralisation, de déconcentration ou de restructuration des services de la Commission communautaire française, en ce compris les organismes fonctionnant uniquement au moyen de subventions à charge du budget de la Commission communautaire française.

§ 2. Le Collège de la Commission communautaire française décide de la constitution et est saisi des rapports d'activités et des bilans financiers d'associations ou d'organismes qui émanent de la Commission communautaire française.

§ 3. Sans préjudice des délégations de compétences qu'il accorde à ses Membres, le Collège de la Commission communautaire française décide des nominations et des promotions des agents statutaires de niveau 1 au sein de l'administration ainsi que dans les organismes visés au § 2 à l'exception de celles conférées selon les règles de la carrière plane ou du contingentement.

§ 4. Le Collège de la Commission communautaire française décide, sur proposition du Membre compétent, de la désignation de ses représentants au sein des institutions dépendant de la Commission communautaire française ou subventionnées par elle.

**Art. 7.** Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses Membres, le Collège de la Commission communautaire française est seul qualifié pour émettre au nom de la Commission communautaire française, un avis à l'intention des pouvoirs ou organismes européens, fédéraux, communautaires, régionaux ou internationaux ainsi que pour leur adresser un rapport.

**Art. 8.** Pour les affaires qui relèvent des attributions de plusieurs Membres du Collège de la Commission communautaire française, la concertation s'établit dès le stade de l'élaboration des propositions en vue de leur mise en commun.

**Art. 9.** Le Collège de la Commission communautaire française délibère valablement des points à son ordre du jour si plus de la moitié de ses Membres sont présents et sauf demande de report de tel ou tel point introduite avant la séance par un Membre dont l'absence est justifiée.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Les projets de décret et de règlement ainsi que les arrêtés délibérés en Collège sont signés par le Membre du Collège de la Commission communautaire française qui a dans ses attributions la matière qui fait l'objet du projet de décret, de règlement ou d'arrêté.

La signature des décrets, des règlements ou des arrêtés reprend, dans le titre du Membre du Collège de la Commission communautaire française, au minimum la mention relative à la matière concernée.

§ 2. Ils sont contresignés par le Président du Collège de la Commission communautaire française qui en assure le suivi et la publication au *Moniteur belge*.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le contreseing du Membre du Collège de la Commission communautaire française qui a le budget dans ses attributions, est requis chaque fois que son accord s'impose en vertu des dispositions relatives à ses missions de contrôle.

§ 2. L'accord du Membre du Collège de la Commission communautaire française qui a le budget dans ses attributions, est requis pour toute subvention facultative de plus de 250 000 francs.

**Art. 12.** L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Collège, tel que modifié est abrogé.

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le 28 octobre 1999

**Art. 14.** Les Membres du Collège de la Commission communautaire française sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 octobre 1999.

E. TOMAS,

Ministre, Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé de l'Enseignement, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, du Transport scolaire, de la Cohabitation des communautés locales, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales

J. SIMONET,

Ministre, Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Fonction publique

D. GOSUIN,

Ministre, Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Santé, de la Culture, du Tourisme, du Sport et de la Jeunesse

E. ANDRE,

Ministre, Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes et de la Politique des Handicapés

A. HUTCHINSON,

Ministre, Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé du Budget, de l'Action Sociale et de la Famille.

---

TRADUCTION

F. 2000 — 47

[C - 99/31499]

**28 OKTOBER 1999. — Besluit 99/1464 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot regeling van zijn werking en tot regeling van de ondertekening van zijn akten**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 136,138, 166 en 176 van de Grondwet gecoördineerd bij de Wet van 17 februari 1994,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der Instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der Instellingen, bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 ter vervollediging van de federale Staatsstructuur;

Gelet op het decreet (II) van de Franse Gemeenschapsraad van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (III) van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot regeling van haar werking en tot regeling van de ondertekening van de akten van het College;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij het Koninklijk besluit van 12 februari 1973, inzonderheid op artikel 3 zoals gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980 en 16 juni 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is de spoedige inwerkingtreding van de regeling betreffende de werking van het College van de Franse Gemeenschapscommissie te verzekeren,

Besluit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Onverminderd de door hem aan zijn Leden toegekende delegaties beraadslaagt het College van de Franse Gemeenschapscommissie collegiaal volgens de procedure van de consensus en bepaalt het de beleidslijnen in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie behoren.

**Art. 2.** § 1. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie beraadslaagt over elk ontwerp van decreet, reglement of besluit.

§ 2. Het beraadslaagt tevens over alle in de §§ 2 en 3 van artikel 83 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der Instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der Instellingen, bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 ter vervollediging van de federale Staatsstructuur, bedoelde gevallen.

§ 3. Het beraadslaagt tevens over elk voorstel waarover de Inspectie van Financiën een ongunstig advies heeft uitgebracht en waarvoor het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met de begroting zijn goedkeuring niet heeft verleend.

§ 4. Elk Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie kan op elk ogenblik een aangelegenheid ter sprake brengen die ressorteert onder een bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 5. De praktische instructies met betrekking tot de modaliteiten voor het bezorgen van de documenten aan het secretariaat van het College worden vastgelegd in een huishoudelijk reglement waarover in het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt beraadslaagd.

**Art. 3.** Het College van de Franse Gemeenschapscommissie keurt het ontwerp van decreet en het ontwerp van reglement goed, houdende de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie en regelt de bestemming van de kredieten ter dekking van de uitgaven van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 4.** § 1. In afwijking van artikel 1 van dit besluit verleent de Franse Gemeenschapscommissie delegatie van bevoegdheid aan elk van zijn Leden wat de uitvoering betreft van de wettelijke en reglementaire beschikkingen tot regeling van de aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren.

§ 2. Het College verleent eveneens delegatie aan elk van zijn Leden in het raam van hun bevoegdheden, in de hiernavolgende aangelegenheden :

a) het toezicht op de instellingen die emaneren uit de Franse Gemeenschapscommissie, met uitzondering van de hiernavolgende handelingen : de goedkeuring van de begroting en de rekeningen, de leningen, de aankoop of de vervreemding van onroerende goederen wanneer de prijs ervan meer dan 5 000 000 BEF bedraagt, de personeelsformatie en het statuut van het personeel, de eventuele beheerscontracten met de betrokken instellingen, alsmede de meerjaren- en jaarlijkse plannen m.b.t. investeringen.

b) Wat opdrachten van werken, leveringen en diensten betreft : de keuze van de wijze van gunning en de gunning van opdrachten waarvan het geraamde of het werkelijk bedrag excl. BTW minder beloopt dan 10 000 000 BEF in geval van openbare aanbesteding en algemene offerteaanvraag, 5 000 000 BEF in geval van beperkte aanbesteding en beperkte offerteaanvraag, 2 500 000 BEF in geval van onderhandse opdracht; de uitvoering van de opdrachten gesloten binnen de sub 1 vastgestelde perken.

c) De toekenning van subsidies, met uitzondering van de expliciet in de begroting ingeschreven subsidies, voor zover deze meer bedragen dan 5 000 000 BEF en van de facultatieve subsidies van meer dan 250 000 BEF.

§ 3. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie kent delegatie toe aan het Lid van het College tot wiens bevoegdheid het Onderwijs behoort, voor de handelingen met individuele draagwijdte betreffende de personeelsleden van de externe onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschapscommissie en dit met inachtneming van de beschikkingen vervat in het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 tot vaststelling van het organieke kader van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie — artikelen 1 tot 7 — en in het kader van de budgettaire middelen van de afdeling 29 — activiteit 3.

§ 4 Het College van de Franse Gemeenschapscommissie verleent delegatie aan het lid die de Personen met een handicap onder zijn bevoegdheid heeft, voor de handelingen met individuele daargwijdte betreffende de personeelsleden van het centrum voor functionele herscholing waarvan de Franse Gemeenschapscommissie de inrichtende macht is, in het raam van de budgettaire middelen die beschikbaar zijn gesteld voor activiteit 2 van het programma 3 — afdeling 22.

§ 5 Het College van de Franse Gemeenschapscommissie kent delegatie toe aan het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de Sociale actie behoort, teneinde uitspraak te doen omtrent de aanvragen voor een principiële akkoord, voorlopige werkingsvergunningen, erkenningen en overnames evenals de voorlopige sluitingen om redenen van hoogdringendheid inzake volksgezondheid en veiligheid krachtens de verordening van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 december 1993 tot vastlegging van de procedure betreffende de voorlopige werking, de erkenning, de weigering en de intrekking van de erkenning en de sluiting van de instellingen beoogd in artikel 1 van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden en tot vastlegging van de toekenningsvoorwaarden van het principiële akkoord beoogd in artikel 2bis van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden.

§ 6. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie kent delegatie toe aan het Lid van het College tot wiens bevoegdheid het Schoolvervoer behoort, voor de keuze van de wijze van gunning, de gunning van de opdrachten en de uitvoering van de opdrachten betreffende de circuits van schoolvervoer.

**Art. 5.** § 1. Behoudens de procedures voor het Arbitragehof, worden alle rechtsovereenkomsten waarin de Franse Gemeenschapscommissie als eisende of als verwerende partij tussenkomt, en die betrekking hebben op aangelegenheden die uitsluitend tot de bevoegdheid van een Lid van de Franse Gemeenschapscommissie behoren, uitgeoefend ten verzoeken van of door toedoen van dit Lid van het College.

Aan dit Lid wordt de macht gedelegeerd om alle uitgaven voortvloeiend uit deze rechtsovereenkomsten goed te keuren, met inbegrip van deze die voortkomen uit een desbetreffende berusting, afstand of dading.

§ 2. In de aangelegenheden die behoren tot de bevoegdheden van meerdere Leden van het College worden de in § 1 bedoelde bevoegdheden uitgeoefend ten verzoeken van of door toedoen van één van deze Leden, na overleg. Indien geen overeenstemming wordt bereikt, worden deze bevoegdheden uitgeoefend ten verzoeken van of door toedoen van het door het College van de Franse Gemeenschapscommissie aangewezen Lid.

**Art. 6. § 1.** Het College van de Franse Gemeenschapscommissie beslist over elk voorstel van oprichting, decentralisatie, deconcentratie of herstructurering van de diensten van het beleid van de Franse Gemeenschapscommissie, met inbegrip van de instellingen die uitsluitend werken dankzij de subsidies ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 2. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie beslist over de oprichting van verenigingen of instellingen die emaneren uit de Franse Gemeenschapscommissie; de activiteitenverslagen en balansen van deze verenigingen en instellingen worden aan het College voorgelegd.

§ 3. Onverminderd de delegaties die het aan zijn Leden verleent, beslist het College van de Franse Gemeenschapscommissie over de benoemingen of bevorderingen van de vaste personeelsleden van niveau 1 in de Administratie, alsook in de onder § 2 hierna bedoelde instellingen, met uitzondering van deze toegekend volgens het beginsel van de vlakke loopbaan of van de contingentering.

§ 4. Het College beslist, op de voordracht van het bevoegd Lid, over de aanwijzing van zijn vertegenwoordigers binnen de instellingen die afhangen van de Franse Gemeenschapscommissie of die door haar gesubsidieerd worden.

**Art. 7.** Onverminderd de delegaties die het aan zijn Leden verleent, is het College als enige bevoegd om namens de Franse Gemeenschapscommissie een advies uit te brengen ten behoeve van de federale, gemeenschaps-, gewestelijke, Europese of Internationale overheden of instellingen, alsook om een verslag tot hen te richten.

**Art. 8.** Voor de aangelegenheden die tot deze bevoegdheden van verschillende Leden van het College behoren, moet reeds overleg worden gepleegd op het ogenblik dat de voorstellen worden opgemaakt, teneinde te komen tot een gemeenschappelijke uitwerking.

**Art. 9.** Het College van de Franse Gemeenschapscommissie beraadslaagt geldig over de op de agenda staande onderwerpen wanneer meer dan de helft van de Leden aanwezig is en behoudens indiening door een verontschuldigd Lid, vóór het begin van de zitting, van een verzoek om uitstel van behandeling van een of ander punt van de agenda.

**Art. 10. § 1.** De ontwerpen van decreet en van reglement alsook de besluiten waarover in het College is beraadslaagd, worden ondertekend door het Lid van het College bevoegd voor de aangelegenheid die het voorwerp is van het ontwerp van decreet, reglement of besluit.

De ondertekening van de decreten, reglementen of besluiten herneemt, uit hoofde van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, minstens de vermelding in verband met de betreffende aangelegenheid.

§ 2. Ze worden medeondertekend door de Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie die zorg draagt voor de verdere afhandeling en/of de publikatie in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 11. § 1.** De waarmede van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, is evenwel vereist telkens zijn goedkeuring noodzakelijk is op grond van de beschikkingen inzake zijn controle-opdrachten.

§ 2. De goedkeuring van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, is vereist voor elke facultatieve toelage van meer dan 250 000 BEF.

**Art. 12.** Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot regeling van zijn werking en tot regeling van de ondertekening van de akten van het College is opgeheven.

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking op 28 oktober 1999.

**Art. 14.** De Leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 oktober 1999.

E. TOMAS,

Minister, Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Onderwijs, Professionele Om- en Bijscholing, Schoolvervoer, Samenleving van de Lokale Gemeenschappen, Relaties met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, evenals de Internationale betrekkingen

J. SIMONET,

Minister, Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met het Openbaar Ambt

D. GOSUIN,

Minister, Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Gezondheid, Cultuur, Toerisme, Sport en Jongeren

E. ANDRE,

Minister, Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met de Beroepsopleiding en de Permanente Opleiding van de Middenstand en met het Beleid inzake de Personen met een Handicap

A. HUTCHINSON,

Minister, Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met de Begroting, de Sociale Actie en het Gezin